



# **Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption**

Distr. limitée  
2 juillet 2010  
Français  
Original: anglais

## **Groupe d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption**

### **Première réunion**

Vienne, 28 juin-2 juillet 2010

## **Décision**

### **Ressources nécessaires au fonctionnement du Mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption pour l'exercice biennal 2012-2013**

*Le Groupe d'examen de l'application de la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption,*

*Rappelant* que dans sa résolution 3/1, intitulée “Mécanisme d'examen”, la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption a souligné que le Mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption nécessiterait un budget qui lui garantisse un fonctionnement efficace, continu et impartial,

*Rappelant* le paragraphe 17 de la résolution 64/237 de l'Assemblée générale, en date du 31 mars 2010, qui prie le Secrétaire général de veiller à ce que le Mécanisme d'examen de l'application de la Convention bénéficie de ressources suffisantes, conformément à la résolution 3/1,

*Rappelant* que les incidences sur le budget-programme de la résolution 64/237 de l'Assemblée générale pour ce qui est des postes et des dépenses générales de fonctionnement connexes du Mécanisme, ainsi que des besoins du Groupe d'examen de l'application, ont été prises en compte dans le budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011,

*Rappelant* que la résolution 3/1 prie le Secrétaire général de proposer au Groupe d'examen de l'application, pour examen et décision à sa première réunion, d'autres moyens de financer la mise en œuvre du Mécanisme,

*Rappelant* que dans la résolution 3/1 la Conférence a aussi décidé que le Groupe d'examen de l'application examinerait les ressources nécessaires au



fonctionnement du Mécanisme pour l'exercice biennal 2012-2013 et a prié le Secrétaire général d'établir, pour la première réunion du Groupe d'examen de l'application, un projet de budget du Mécanisme pour l'exercice biennal 2012-2013,

1. *Se félicite* des contributions volontaires reçues à ce jour, qui permettent de financer en partie le fonctionnement du Mécanisme pour l'exercice biennal 2010-2011, y compris les frais de communication et de traduction depuis et vers la langue ou les langues de travail du Mécanisme retenues pour les différents examens, les frais de voyage et l'indemnité journalière de subsistance des représentants des pays les moins avancés qui peuvent ainsi assister aux réunions annuelles du Groupe d'examen de l'application, les dépenses de formation et les frais généraux de fonctionnement, ainsi que les frais liés aux visites de pays et aux réunions conjointes à Vienne, et le coût de la traduction et de l'interprétation dans des langues autres que les six langues de travail du Mécanisme, si l'État partie examiné en fait la demande;

2. *Recommande* que les dépenses du Mécanisme et de son secrétariat soient financées sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, conformément aux termes de référence joints en annexe à la résolution 3/1 de la Conférence des États parties à la Convention, pour l'exercice biennal 2012-2013;

3. *Prie* le Secrétaire général de prévoir, dans son projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013, les crédits nécessaires au bon fonctionnement du Mécanisme, notamment au financement des postes et des frais généraux de fonctionnement, des frais de communication et de traduction depuis et vers la langue ou les langues de travail du Mécanisme retenues pour les différents examens, du fonctionnement du Groupe et de la participation des pays les moins avancés à ses réunions, conformément aux estimations figurant dans le document CAC/COSP/IRG/2010/5 – hors postes budgétaires relatifs aux visites de pays et à la formation – dont le Groupe d'examen de l'application était saisi à sa première réunion;

4. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de s'efforcer, conformément aux termes de références, d'obtenir des contributions volontaires pour couvrir les dépenses du Mécanisme non financées sur le budget ordinaire;

5. *Exprime le vœu* que l'Assemblée générale et ses organes compétents accueilleront favorablement le projet que le Secrétaire général présentera comme suite au paragraphe 3 ci-dessus.